

**DEMANDE DE DÉROGATION À LA CONDITION DE NATIONALITÉ**  
**Ressortissants hors Union européenne et hors Espace économique européen**  
**Candidats aux concours de l'enseignement privé**  
**ou**  
**maîtres délégués postulant à des missions d'enseignement, de remplacement et de suppléance**

**À transmettre dûment rempli et accompagné des pièces justificatives au rectorat, à la division des personnels enseignants du privé (DEP) par mél à l'adresse [ce.dep@ac-paris.fr](mailto:ce.dep@ac-paris.fr)**

Références réglementaires :

- *Code de l'Éducation, notamment pris en ses articles L.914-3 et R.913-4* (« Le recteur d'académie peut, après avis du représentant de l'État dans le département et du procureur de la République, autoriser une personne qui ne remplit pas la condition de nationalité prévue au 2° du I de l'article L.914-3 à ouvrir ou diriger un établissement d'enseignement scolaire privé ou à y être chargée d'une fonction d'enseignement. Il tient compte en particulier de ce que le demandeur fait preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française au regard de la fonction qu'il postule. »)
- *Loi n° 2018-266 du 13 avril 2018 visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture et de contrôle des établissements privés hors contrat, dite loi Gatel ;*
- *Décret n° 2018-407 du 29 mai 2018, pris pour l'application de la loi Gatel, modifiant notamment l'article R.913-4 du code de l'Éducation ;*
- *Arrêté du 15 juin 2018, pris pour l'application des articles R.913-4 et R.913-9 du code de l'Éducation* (« Le niveau de maîtrise de la langue française requis du demandeur est fixé conformément aux niveaux définis par le cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe. Ce cadre définit une nomenclature permettant de distinguer les utilisateurs débutants (A1 et A2), indépendants (B1 et B2) et expérimentés (CA et C2). »)
- S'agissant des documents pour justifier du niveau de maîtrise de la langue française :
  - *article 37 du décret n°93-1362 du 30 décembre 1993 (modifié par le décret n° 2019-1507 du 30 décembre 2019 pris en son article 42) relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;*
  - *arrêté du 11 octobre 2011 fixant la liste des diplômes et attestations requis des postulants à la nationalité française en application du décret du 30 décembre 1993.*

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR**

Civilité :  Madame  Monsieur

NOM PATRONYMIQUE : .....

NOM D'USAGE : .....

PRÉNOMS : .....

NATIONALITÉ : .....

DATE DE NAISSANCE : .....

LIEU DE NAISSANCE : pays ..... ville .....

Adresse postale où le demandeur peut être joint durant l'instruction de la demande :

Voie : .....

Complément d'adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Téléphone fixe : .....

Téléphone portable : .....

Adresse mél : ..... @ .....

## **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ASCENDANTS DU DEMANDEUR**

### **PÈRE**

NOM : .....

PRÉNOMS : .....

DATE DE NAISSANCE : .....

NATIONALITÉ : .....

LIEU DE NAISSANCE : pays ..... ville .....

### **MÈRE**

NOM PATRONYMIQUE : .....

PRÉNOMS : .....

NATIONALITÉ : .....

DATE DE NAISSANCE : .....

LIEU DE NAISSANCE : pays ..... ville .....

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS**

Discipline d'enseignement envisagée : .....

Intitulé précis du concours envisagé (le cas échéant) : .....

### **Réseau d'exercice :**

Souhaitez-vous exercer dans un réseau particulier ?

oui  non

Si oui, préciser :  réseau catholique  réseau juif  réseau laïc

Dans le cas où vous souhaitez exercer dans le réseau catholique, disposez-vous du pré-accord collégial ?

oui  non

Date d'obtention : .....

## **➤ PIÈCES À JOINDRE À LA DEMANDE**

Document d'état civil d'origine (passeport, carte d'identité,...)	<input type="checkbox"/>
Titre de séjour	<input type="checkbox"/>
Attestation de maîtrise de la langue française	<input type="checkbox"/>
Copie de tous les diplômes + traduction certifiée conforme (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Attestation d'admissibilité au concours (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Formulaire dûment rempli	
« Informations nécessaires à la demande d'extrait de casier judiciaire (bulletin n°2)»	<input type="checkbox"/>
Courrier du candidat, adressé au recteur, et signé de sa main, de demande de dérogation à la condition de nationalité	<input type="checkbox"/>

Fait à (lieu) ....., le (date) .....

\_\_\_\_\_  
Signature de l'intéressé(e)